

Le souffle francophone des Territoires du Nord-Ouest

# L'Aquilon

Volume 40 numéro 33  
05 septembre 2025

Envoi de publication – enregistrement n° 10338 C.P. 456 Yellowknife NT X1A 2N4



## Retour de flammes

À LIRE PAGE 3

(PHOTO CRISTIANO PEREIRA)

Hay River accueille plus de 600 évacué.e.s de Fort Providence

À LIRE EN PAGE 4



(COURTOISIE GRC DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST)

À LIRE EN PAGE 10

(COURTOISIE ULI NOWLAN)



Grizzli : la chasse au trophée au cœur du débat



Direction : Nicolas Servel	Journalistes : Cristiano Pereira	Annonces publicitaires et publiereportages : marketing@mediastenois.ca
Responsable éditoriale : Cécile Antoine-Meyzonnade	Nelly Guidici	Représentation territoriale GTNO : North Creative advertising@northagency.ca
Maquette : Patrick Bazinet	Activités culturelles : Élodie Roy	

Journal hebdomadaire publié le vendredi depuis 1986, *L'Aquilon* est la propriété de Médias ténos subventionnés par Patrimoine canadien. Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur.e et ne constituent pas nécessairement l'opinion de *L'Aquilon*. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur.e. La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abrégier tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, *L'Aquilon* accèdera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. *L'Aquilon* est membre de Réseau.Presse et applique la graphie rectifiée. N° ISSN 0834-1443



FIER MEMBRE

PARTENAIRES DE L'ARCTIQUE



LE NUNAVOIX



## L'Agenda d'Élodie

## L'ÉDITORIAL

Cécile Antoine-Meyzonnade, Responsable éditoriale

ÉCOUTEZ L'ÉDITO

ÉCOUTEZ L'AGENDA

### Pas de répit

Fin aout, le feu a encore fait des siennes aux Territoires du Nord-Ouest, ravivant les souvenirs encore frais des personnes évacuées en 2023. Les communautés de Whati, puis Fort Providence, ont été vidées en urgence, les flammes grignotant de plus en plus de terrain à mesure que les vents grandissaient. Actuellement, les habitants délogés peuvent être hébergés dans des centres d'accueil à Behchokò, Hay River et Yellowknife. Dans la capitale, l'arrivée de centaines de réfugiés a coïncidé avec l'installation des forains à côté du Fieldhouse. Les manèges grinçants, les cris de joie (ou de frayeur), l'odeur sucrée des beignets, le gras collant sur les doigts... le tout parfumé aux volutes de fumée. Un contraste saisissant, décalage brutal.

Au-delà de cette situation se cache la réalité brute des évacuations : de la peur croissante, des départs précipités, des bagages réduits au strict nécessaire, l'attente. Une vie suspendue à un coup de téléphone, à une nouvelle alerte ou à la chance de rece-

voir un ordre de retour. Pour beaucoup, cette épreuve réveille des blessures non refermées depuis aout 2023, quand 20 000 âmes fuyaient une Yellowknife plongée dans le brouillard étouffant. Désastres matériels, également psychologiques, les feux marquent et laissent une peur palpable.

À l'échelle du Canada, mais aussi du monde, la répétition des crises n'a plus rien d'une exception. Les points de la carte s'additionnent, comme pour mieux confirmer les mises en garde des climatologues.

Les saisons des feux s'allongent, les foyers vivent dans l'angoisse du

départ précipité. Et malgré la solidarité de toutes et de tous, il faut se rendre à l'évidence : il faut se préparer, mettre en place une politique environnementale stricte pour tenter de pallier ces changements climatiques bien actuels. Car, la question n'est plus « si », mais « quand ».



### La deuxième partie de notre balado documentaire sur le Mackenzie est sorti !

Ce 5 septembre, Médias ténos sort la deuxième partie du *Pacte de l'eau*. Le troisième et dernier épisode sera diffusé le 19 septembre. Où trouver le balado ? Radio Taïga diffusera les épisodes dans sa grille horaire et vous le trouverez en mode balado [sur le site de Médias ténos](#) et sur nos plateformes audio.

De quoi ça parle ? *Le Pacte de l'eau* se veut une plongée en profondeur dans le bassin versant du fleuve Mackenzie et les accords mis en place pour le protéger. L'air et l'eau transcendent les frontières, c'est également vrai de ce qui les pollue. Le microplastique du Sud se retrouve en Arctique, les fumées boréales se déplacent à des milliers de kilomètres. Cette mouvance pose la nécessité d'une coopération entre juridictions pour préserver une survivance commune. C'est dans cette optique que les Territoires du Nord-Ouest, l'Alberta, la Colombie-Britannique, le Yukon et la Saskatchewan ont signé en 1997 une entente pour protéger les écosystèmes du Mackenzie et de ses affluents.

Le Pacte de l'eau donne la parole à un architecte de cette entente, un leader autochtone, un scientifique, deux gestionnaires de l'environnement et une militante des droits de la nature. Chacun avec son optique, ils contribuent à dresser un état des lieux du plus grand bassin fluvial canadien, à l'heure des événements climatiques extrêmes. Bonne écoute !

Création, recherche et narration : Denis Lord • Réalisation : Benjamin Lavigne



### Fête foraine à Yellowknife

JUSQU'AU 7 SEPTEMBRE

La fête s'installe au Fieldhouse, et offre un festival familial haut en couleur. Manèges, jeux, prix à gagner et nourriture de foire classique – popcorn, barbe à papa et bien plus. L'entrée est gratuite, avec possibilité d'acheter des billets ou des bracelets pour les attractions. L'évènement propose une programmation presque quotidienne, parfait pour marquer la fin de l'été en grand. Sensations fortes et ambiance festive garanties pour petits et grands !

### Championnats de tir à l'arc

19 AU 21 SEPTEMBRE 2025

Les inscriptions sont ouvertes pour les championnats de tir à l'arc des TNO au lac Russell, au nord de Behchokò. Ouverts à tous les âges, les compétiteurs peuvent choisir entre arc classique et arc à poulies. Le coût d'inscription de 40 \$ inclut repas, sac-cadeau et adhésion à Archery NT. Un soutien financier sera disponible pour les participants venant de l'extérieur de Behchokò et Yellowknife. Un hébergement en école ou centre jeunesse est prévu. N'oubliez pas ton sac de couchage !

### Festival de la récolte à Inuvik

6 SEPTEMBRE 2025

Le Festival de la récolte revient le 6 septembre de midi à 16 h au Inuvik Community Greenhouse. Commandité par la Ville d'Inuvik, West Coast Seeds et la Northwest Territories Power Corporation, l'évènement propose une foule d'activités gratuites. Sur place : barbecue, tirages de prix, ateliers, Arctic Market et café ouvert. C'est l'occasion de célébrer la fin de l'été en communauté, dans une ambiance conviviale et festive.

Collaborateurs de cette semaine

Oscar Aguirre, Denis Lord,  
Juliana Orthlieb

# « Vous devez partir » : le récit d'un évacué de Whati

Les flammes ont forcé toute une communauté à quitter son foyer. À Yellowknife, Albert Nitsiza raconte l'angoisse de l'évacuation et l'incertitude des jours loin de chez lui.

**Cristiano Pereira**  
IJL – Réseau.Presse – L'Aquilon

Albert Nitsiza, 65 ans, a vécu plusieurs semaines dans la fumée qui enveloppait sa maison de Whati. L'incendie au sud brûlait depuis le début d'août, se rapprochant peu à peu de la communauté. Au cours de la dernière semaine, la brume s'est épaissie. « Je ne pouvais même pas voir à 500 mètres de ma maison », se souvient-il. Puis, tôt le matin du vendredi 29 août, quelqu'un a frappé à sa porte. « C'était un jeune, il m'a dit : "Albert, vous devez partir" ». »

## L'ordre d'évacuation

Pour M. Nitsiza et les 600 habitants de Whati, l'ordre était à la fois attendu et brutal. La communauté avait déjà été avertie de se préparer à quitter les lieux, alors que le feu ZF048-25 s'était rapproché à moins de sept kilomètres de l'aéroport. « Jeudi, on voyait la fumée entrer dans la communauté », raconte-t-il. Le lendemain matin, le centre culturel accueillait la GRC, des infirmiers et des bénévoles chargés de coordonner le départ.

Un véhicule du hameau a aussi circulé dans les rues, haut-parleur sur le toit. « Ils disaient en anglais et en tlicho : "Vous devez partir, évacuez, rendez-vous au centre culturel" », relate M. Nitsiza. Il a aussitôt pris en charge son oncle, en situation de handicap, pour le conduire jusqu'au centre. Sur place, des aînés, des personnes handicapées et des familles arrivaient à pied ou en voiture, en attendant les autobus venus de Behchokò pour emmener ceux qui n'avaient pas de véhicule.

« On a juste pris quelques vêtements et verrouillé la maison », dit-il. Certains sont partis avec seulement deux tenues, d'autres avec un coupon d'essence de 50 \$ distribué avant le départ.

## À Yellowknife, dans l'attente

Depuis ce vendredi, de nombreux évacués se trouvent à Behchokò et à Yellowknife. Le Fieldhouse de la capitale a été transformé en centre d'accueil, offrant trois repas par jour et de quoi dormir. Mais la capacité est limitée. La première ville des TNO rappelle que l'inscription est obligatoire et que les services sont attribués par ordre d'arrivée.

M. Nitsiza a choisi de loger à l'hôtel, à ses frais. « Je vais juste prendre mes repas là-bas [au Fieldhouse] parce que je dors à l'hôtel. Je paie ma propre chambre jusqu'à mardi soir. Après, je ne sais pas », a-t-il confié à Médias ténois. Ce choix est lié à sa santé : « J'ai des problèmes de sinus. Quand il y a beaucoup de fumée, j'ai la gorge sèche, les yeux qui brûlent, les oreilles qui chauffent. J'ai dû voir l'infirmière. »

Il espère toutefois un soutien rapide : « D'après ce que j'entends, on devrait recevoir quelque chose du gouvernement, un peu d'argent. »

## Le poids de l'incertitude

Pour l'instant, la vie est marquée par l'attente et le manque d'information. « On n'a pas assez de nouvelles. Les gens s'inquiètent de savoir quand ils vont rentrer », explique-t-il.

Pendant ce temps, les images continuent de circuler : « Hier soir, j'ai vu des photos. Il y a encore des flammes immenses. Et de grands arbres, de grands troncs qui brûlent. »

Le 2 septembre, le feu ZF048-25 se trouvait encore à sept kilomètres de l'aéroport de Whati. Les équipes de pompiers poursuivaient les opérations de brûlage dirigé et de nettoyage pour créer une zone coupe-feu. Des systèmes de protection des bâtiments restaient en place. Tant que la ligne de confinement ne sera pas entièrement sécurisée, la menace demeurera.



Albert Nitsiza, 65 ans, a dû quitter Whati en urgence vendredi matin. « La fumée était si épaisse que je ne voyais pas à 500 mètres », confie-t-il. (Photo Cristiano Pereira)

M. Nitsiza ne se fait pas d'illusion : « Je ne pense pas qu'on va rentrer avant samedi ou même dans une semaine. »

## La solidarité en ville

À Yellowknife, le maire Ben Hendriksen a rappelé l'importance d'accueillir les voisins de Whati et de Fort Providence : « Nous connaissons tous la difficulté d'être loin de chez soi dans ces moments. Chaque geste compte,

qu'il s'agisse d'un repas chaud, d'un endroit sûr ou d'un mot gentil. »

Pour M. Nitsiza, ces gestes de solidarité comptent, même si l'incertitude pèse. « Ça fait presque cinq jours que je suis ici. Tout est à mes frais. Mais au Fieldhouse, on nous donne trois repas par jour. »

Jusqu'à ce que l'incendie soit maîtrisé, lui et des centaines d'autres resteront loin de leur maison, dans l'attente d'un autre coup à la porte : celui qui leur dira enfin qu'ils peuvent rentrer.



Au centre d'évacuation de Yellowknife, l'Armée du Salut assure les repas, le soutien sur place et la distribution de trousseaux d'hygiène. (Photo Cristiano Pereira)



Des agents de la GRC demeurent en poste à Fort Providence pour soutenir la lutte contre les incendies et protéger les maisons et les propriétés. (Courtoisie GRC des Territoires du Nord-Ouest)

## Hay River reçoit les évacué.e.s de Fort Providence

Plus de 600 citoyens de Fort Providence se sont inscrits au Centre communautaire de Hay River après l'évacuation le 31 août, causée par un feu de forêt.

Denis Lord  
IJL – Réseau.Presse – L'Aquilon

Entre le 31 août et le 1<sup>er</sup> septembre, le nombre de personnes de Fort Providence inscrites au Centre communautaire de Hay River est passé de 450 à plus de 600, selon le directeur général de la municipalité de Hay River, Glenn Smith.

Il s'agit de la presque totalité de la population de Fort Providence, menacée par un feu hors de contrôle de 89 000 hectares, en date du 1<sup>er</sup> septembre.

« Tous ne restent pas ici, précise M. Smith. Nous avons environ 160 personnes au Centre.

Certains évacués ont trouvé refuge dans des hôtels, des campings ou chez des amis et de la famille. Je crois que l'Agence de santé et de services sociaux de Hay River a fourni des chambres d'hôtel à des personnes ayant des problèmes de santé et la Première Nation de K'atl'oDeechee accueille une trentaine de personnes. »

### Stress municipal

Recevoir autant de gens dans une communauté de taille modeste comme Hay River crée de la pression sur les services à tous les niveaux, concède le directeur général.

« Mais je pense que, jusqu'à maintenant, nous nous en tirons bien », avance-t-il, soulignant la participation de la communauté, de bénévoles et d'employés des ministères de la Santé, des Services sociaux et des Finances.

« La nourriture est un grand défi, précise Glenn Smith. Nous avons un traiteur en ville qui a préparé 350 services. C'est mon dernier chiffre pour le petit-déjeuner, le dîner et le souper. Et nous y ajoutons des dons de nourriture. Beaucoup de gens apportent des sandwiches, des bananes, des beignes, etc. »

Glenn Smith dit ignorer combien de gens sa ville sera l'hôte de Fort Providence : « On planifie sur une base hebdomadaire. »

### Et du côté de Whati?

La population de Whati a également été évacuée en raison du feu de forêt ZF048-25, créé par un éclair. Les personnes sont hébergées au centre sportif de Behchokò, ainsi qu'au Fieldhouse et au Multiplex de Yellowknife. 375 personnes évacuées se sont enregistrées à Yellowknife, soit 326 de Whati et 49 de Fort Providence, selon une porteparole de la ville.

Au moment d'écrire ces lignes, la route 9 pour Whati et la route d'accès pour Fort Providence sont fermées. La station-service Big River est réouverte.

Aucune perte de maison n'est pour l'instant à signaler. Des agents de la GRC restent en service à Fort Providence et à Whati, notamment pour protéger les maisons et les propriétés, soutenir les agences partenaires. « Il est préoccupant de constater que le détachement de Fort Providence continue de recevoir des appels de service provenant de personnes qui restent dans la communauté, a fait savoir la GRC par voie de communiqué. Ces appels créent des risques inutiles et entravent les efforts des pompiers qui s'efforcent d'assurer la sécurité de la communauté. [...] Nous exhortons celles et ceux qui n'ont pas encore évacué à le faire immédiatement. »

Postes Canada a fait savoir que le courrier et les colis pour Whati sont gardés en lieu sûr jusqu'à nouvel ordre. La mise à jour des services est disponible sur le site Internet de la société d'État et, par téléphone, au téléphone au 1-866-607-6301.

### D'autres feux à surveiller

Des équipes de suppression s'affairent à mettre en place des tuyaux d'un côté à l'autre de la route Ingraham, près de la rivière Yellowknife, afin de lutter contre un nouveau feu, ZF055, couvrant 0,2 hectare.

Le feu FS014-25 est actif à 15 km au nord-ouest de Jean Marie River. Un avis d'évacuation a été émis, mais la collectivité n'est pas en danger.

LE PACTE DE L'EAU

ÉCOUTEZ L'ÉPISODE 2 MAINTENANT

Médias ténos

# Feux de forêt : la peur fait partie du quotidien des anciens évacués

Tandis que les saisons de feux de forêt catastrophiques se succèdent, les Canadiens et Canadiennes qui ont vécu des évacuations au cours des dernières années ont encore en tête leur expérience traumatisante. L'inquiétude de revivre le cauchemar ne les quitte pas et teint leur quotidien.

Marine Ernoult – Francopresse

« Je regarde mon téléphone tous les matins en me réveillant et tous les soirs en me couchant pour *checker* l'avancée des feux. C'en est pas toujours facile des s'endormir », confie Mafily Mae Diabagate, résidente de Fort McMurray, en Alberta.

En mai 2024, un feu de forêt se déchaîna à une quinzaine de kilomètres de cette ville du nord-ouest de la province, située en pleine forêt boréale. Les habitants se préparaient à une éventuelle évacuation.

Huit ans plutôt, les flammes avaient déjà ravagé Fort McMurray, forçant les 90 000 habitants à quitter précipitamment la région. À l'époque, Mafily Mae Diabagate avait fait partie des premières équipes de bénévoles venues nettoyer l'agglomération. Elle se souvient encore du choc à son arrivée dans une « ville fantôme » aux façades fondues et brûlées.

Depuis, la jeune femme a dû apprendre à vivre « sur le qui-vive », avec cette peur constante, « ce quelque chose de pesant derrière la tête », qui s'est instillé dans son quotidien.

« Mais en même temps, la communauté est aussi plus unie et solidaire. On se comprend, on a les mêmes traumatismes », nuance-t-elle.

## « Est-ce qu'on aura encore une maison, une ville à notre retour »

Dans les Territoires du Nord-Ouest, Angélique Ruzindana Umunyana était parmi les 20 000 habitants qui ont fui Yellowknife en août 2023. La capitale des Territoires du Nord-Ouest était alors menacée par un important brasier non maîtrisé.

« La fumée était tellement forte, l'air tellement irrespirable, on n'avait pas d'autre choix, il fallait se mettre à l'abri, loin, juste pour respirer », se remémore-t-elle.

Pendant trois semaines, elle a vécu avec sa famille dans un hôtel de Rivière-la-Paix, une petite ville d'Alberta, à plus de 1000 kilomètres de son domicile.

Angélique Ruzindana Umunyana se souvient de l'inquiétude qui l'habitait, de cette peur de l'inconnu qui ne la lâchait pas : « Est-ce qu'on aura encore une maison, une ville à notre retour? Quand est-ce qu'on pourra même rentrer chez nous? »

De nombreux éléments préoccupent toujours la mère de famille, au premier rang desquels figurent le manque d'argent du gouvernement territorial pour faire face à de tels événements et l'accompagnement des sans-abris en cas de nouveau départ.

## « Les changements s'emballent, mais que faire? »

À l'autre bout du pays, la Nouvelle-Écosse a connu un imposant feu de forêt en juin 2023. Le brasier avait détruit 150 maisons près de Halifax et contraint 16 000 personnes à fuir leur domicile.

« Avec le changement climatique, ça ne va pas s'arranger. Notre environnement est beaucoup plus vulnérable. Il faut qu'on investisse davantage pour s'assurer qu'on soit prêt », insiste le président de la Société canadienne de météorologie et d'océanographie, Serge Desjardins, qui réside en banlieue de la capitale de la province.

À Yellowknife, Angélique Ruzindana Umunyana est consciente que les situations catastrophiques risquent de devenir la norme : « Les changements s'emballent, mais que faire? Je n'ai qu'un gros point d'interrogation en guise de réponse. En attendant, j'essaie de faire mon bout de chemin dans ma communauté. »

En dépit de la multiplication des catastrophes naturelles, Mafily Mae Diabagate compte elle aussi rester à Fort McMurray. Elle envisage même de s'acheter une maison. « Après tout ce qu'on a traversé, que peut-il arriver de pire? », lâche-t-elle.

Elle se tient cependant prête à toute éventualité. Elle dispose d'un sac d'évacuation chez elle, d'un autre sur son lieu de travail, sans oublier des bouteilles d'eau dans sa voiture.

Mafily Mae Diabagate salue à cet égard la qualité du travail de prévention et de sensibilisation des autorités : « On est traumatisés, mais ça ne nous empêche pas de fonctionner, on le supporte, car on fait confiance aux secours pour gérer la situation. »



Face à des saisons des feux de plus en plus intenses et précoces, de nombreux habitants, vivent dans la crainte de vivre de nouvelles évacuations. (Photo CC0 Domaine public, Pxhere)

## Stress prétraumatique

Les mégafeux représentent un événement traumatique indéniable, en particulier pour celles et ceux qui ont dû fuir face à l'avancée des flammes, qui ont craint pour leur vie et celles de leurs proches.

Dans le cadre d'une étude menée à Fort McMurray en 2016, Geneviève Belleville, professeure de psychologie à l'Université Laval à Québec, a constaté qu'environ 15 % de la population souffrait d'un trouble de stress posttraumatique à la suite de l'incendie dévastateur.

Un grand nombre de symptômes caractérisent ce trouble : la personne revit l'événement en permanence, fait des cauchemars et des insomnies, elle se sent déconnectée de son entourage, son humeur est altérée, etc.

« Cela peut apparaître à retardement, des semaines ou des mois après, relève Geneviève Belleville. Les personnes qui souffrent déjà de problèmes de santé mentale ou qui ont moins de soutien social sont plus à risque. »

À l'approche d'une nouvelle saison des feux, la psychologue explique qu'il est normal d'éprouver une « inquiétude excessive et d'envisager le pire ». « Le plus important, c'est la manière dont on gère ce stress. Il faut le verbaliser le plus possible. »

## Une activité de promotion du recyclage aura lieu au parc Somba K'e!



Nous rendons le recyclage facile!

Recevez de l'argent comptant sur-le-champ!

Apportez vos contenants de boisson et vos appareils électroniques dans le stationnement du parc Somba K'e en face de l'aire de jeu Bon départ.

Chaque mercredi de 12 h à 19 h, de juin à septembre.  
Composez le 867 873-4449 pour en savoir plus.

Trouvez la liste complète des articles acceptés ici :  
<https://www.gov.nt.ca/ecc/fr>

Gouvernement des  
Territoires du Nord-Ouest





La ministre Caitlin Cleveland annonce le lancement de l'Initiative pour les assistants de soutien lors d'une conférence de presse à l'Assemblée législative. (Photo Cristiano Pereira)

## 14 M\$ pour sauver les postes d'assistants scolaires

Face aux changements fédéraux du principe de Jordan, le GTNO lance une mesure transitoire pour assurer la stabilité en classe. Ottawa est désormais pressé de proposer une solution durable.

Cristiano Pereira  
IJL – Réseau.Presse – L'Aquilon

Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (GTNO) consacre jusqu'à 14 millions de dollars pour protéger les postes d'assistants de soutien en classe après les récentes modifications fédérales du principe de Jordan qui ont déstabilisé le système scolaire territorial.

La ministre de l'Éducation, de la Culture et de l'Emploi, Caitlin Cleveland, a annoncé le 28 août le lancement de l'Initiative pour les assistants de soutien. Une mesure temporaire destinée à garantir la continuité des services au moment de la rentrée.

La mesure vise à ce que « les élèves de l'ensemble des Territoires du Nord-Ouest continuent de recevoir l'appui dont ils ont besoin à leur retour à l'école », a déclaré la ministre avant d'ajouter : « Cette initiative est une réponse directe aux récents changements au principe de Jordan. Des changements qui ont déjà eu de réelles conséquences pour nos écoles, nos enseignants et, surtout, nos élèves. »

### Des mises à pied

Le principe de Jordan a longtemps permis de financer des services en milieu scolaire, particulièrement pour les élèves autochtones. Depuis 2018, plus de 211 millions de dollars ont été obtenus par les

instances éducatives des TNO grâce à ce programme et à l'Initiative de l'enfant d'abord pour les Inuits. Les postes d'assistants de soutien représentaient la plus grande catégorie de demandes acceptées.

Mais les nouvelles procédures mises en place par Services aux Autochtones Canada ont eu des effets immédiats, obligeant certaines écoles à abolir des postes dès ce printemps. « Dans les derniers mois, des écoles à travers le territoire ont dû mettre à pied des assistants de soutien pourtant indispensables », a rappelé M<sup>me</sup> Cleveland. Leur travail est essentiel, pas facultatif. »

### « Pas une solution à long terme »

Le GTNO affirme intervenir pour éviter une rupture de services en attendant la révision fédérale. « Bien qu'Ottawa ait récemment indiqué que ses procédures étaient réexaminées, les élèves retournent à l'école maintenant et ils ont besoin de certitude. C'est pourquoi nous intervenons avec un financement intérimaire de 14 millions de dollars », a dit la ministre.

Elle a tenu à préciser : « Ce n'est pas une solution à long terme. Les ressources territoriales sont limitées. Nous agissons aujourd'hui parce que les élèves ne peuvent pas attendre. Mais ce financement est temporaire. Le gouvernement fédéral doit s'engager à mettre en place un modèle

permanent, entièrement financé et adapté aux réalités de l'éducation nordique. »

Interrogée par Médias ténois sur le nombre de postes concernés, M<sup>me</sup> Cleveland a indiqué que le principe de Jordan avait permis de financer le salaire d'environ 205 assistants de soutien en classe l'an dernier dans l'ensemble du territoire. Elle a précisé que l'initiative territoriale visait à maintenir ce niveau afin d'assurer la stabilité du système éducatif pour l'année en cours.

### Appuis et inquiétudes

Les directions d'école accueillent favorablement la mesure, tout en réclamant une solution durable. Shirley Zouboules, surintendante du district scolaire YK1 et présidente de l'Association des surintendants des TNO, a qualifié l'initiative de « réponse importante » aux changements fédéraux. Elle a affirmé qu'elle contribuera à maintenir la continuité pour les élèves qui dépendent d'un soutien quotidien.

### Postes sauvés à Allain St-Cyr

La Commission scolaire francophone des Territoires du Nord-Ouest considère l'annonce du GTNO comme « une excellente nouvelle ». À l'école Allain St-Cyr de Yellowknife, **trois postes de soutien n'avaient pas été renouvelés en juin dernier** en raison des incertitudes entourant le financement du principe de Jordan.

« Au cours de l'été, nous avons informé ces employés que le financement disponible permettait de les maintenir en poste seulement jusqu'au début du mois de novembre. Grâce à cette nouvelle enveloppe, nous pouvons désormais confirmer leur maintien pour toute l'année scolaire 2025-2026 », a expliqué à Médias ténois François Rouleau, **nouveau directeur général de la Commission scolaire**.

Il a ajouté que des précisions sont encore attendues pour certains services, comme l'orthophonie, mais se réjouit que l'essentiel de la demande – les salaires et avantages sociaux des adjoint.e.s – soit couvert. M. Rouleau souligne que cette annonce apporte une stabilité précieuse aux services de la Commission scolaire et renforce sa capacité à soutenir élèves et familles. « Nous sommes donc très reconnaissants envers la ministre et son équipe pour cette décision », conclut-il.

# Vers une syndicalisation indépendante du personnel infirmier des TNO ?

Devant le comité permanent sur les opérations gouvernementales le 28 août, la directrice générale du Collège et l'Association des infirmier.es des TNO et du Nunavut (CANNN), Megan Wood, a exprimé la volonté des infirmier.e.s à avoir leur propre unité de négociation syndicale. Une préférence préconisée dans la [Loi modifiant la loi sur la fonction publique](#).

Denis Lord  
IJL – Réseau.Presse – L'Aquilon

M<sup>me</sup> Wood a présenté les résultats d'un sondage interne rendu public en mai dernier : 84,69 % des infirmier.e.s membres du CANNN sont favorables à avoir leur propre unité de négociation, tant aux Territoires du Nord-Ouest qu'au Nunavut. 79,71 % ont affirmé que la structure actuelle de négociation ne reflète pas leurs besoins et leurs responsabilités professionnelles.

Pour le CANNN, le projet de loi de la députée de Yellowknife Nord, Shau-na Morgan, s'il est adopté, améliorera « le recrutement des infirmier.e.s, la rétention et l'état de santé à [l'hôpital] Stanton ».

Le député de Yellowknife centre, Robert Hawkins s'est fait le porte-parole de personnes mettant en doute le sondage, rapportant qu'il était possible de voter plusieurs fois. « Nous avons reconnu [...] qu'il y a des limites à cette étude au début de la présentation, a rétorqué la directrice générale du CANNN. Elle n'était pas conçue pour être une représentation absolue de notre membres, mais comme une étape avant d'explorer plus à fond cette problématique. C'était une demande de nos membres, probablement les mêmes voix que vous entendez. »

M<sup>me</sup> Wood a ajouté que si la démarche se poursuit pour que le personnel ténos bénéficie d'une unité de négociation syndicale différente de celle des autres travailleurs de la santé, regroupés au sein du Syndicat des travailleurs du Nord, une méthode de sondage plus rigoureuse serait souhaitable.

## Travail de séparation

Lors de sa comparution devant le Comité permanent des opérations gouvernementales, présidé par le député de Frame Lake, Julian Morse, Megan Wood a également fait état du travail en cours au CANNN. Ce dernier consiste à « séparer formellement les fonctions régulatrices et associatives de l'organisation, avec l'intention d'établir une association d'infirmier.e.s indépendant.e.s », qui pourrait représenter le personnel lors des négociations.



La directrice générale du CANNN, Megan Wood (Courtoisie CANN)

Le CANNN serait la dernière juridiction canadienne à ne pas avoir un régulateur indépendant d'une association.

« Avoir un double mandat cause des conflits d'intérêts inhérents, observe M<sup>me</sup> Wood. « [...] Une association indépendante pourrait poursuivre des activités telles que la promotion et, si désiré, se proposer pour devenir l'unité de négociation. [...] Que le projet de loi passe ou non, l'établissement d'une telle association pourrait devenir un mécanisme pour renforcer la représentation des infirmier.e.s et supporter des améliorations professionnelles. »

## Une décision prévue en janvier ?

La députée de Slave Lake, Kate Reid, a questionné M<sup>me</sup> Wood sur la possibilité que ce processus de restructuration soit terminé à temps pour former une unité de négociation syndicale. Pour ce faire, le projet de loi de sa collègue de Yellowknife Nord doit être approuvé en octobre lors de la reprise des travaux parlementaires.

Dans le cadre du processus de division de son mandat, le CANNN est actuellement dans le processus d'engager un directeur général et de mettre en place un comité de direction. Nous allons aussi vite

que nous pouvons, a rapporté Megan Wood. Nous espérons que la division de mandat sera accomplie pour le 1<sup>er</sup> janvier. Et si, à ce moment, le directeur général veut appliquer pour l'unité de négociation, il pourra le faire. »

## Agenda

Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest a, en parallèle au projet de loi 26, un [plan pour modifier la Loi sur la fonction publique](#), que la ministre des Finances, Caroline Wawzonek, a présenté au Comité le 15 juillet dernier. M<sup>me</sup> Wood a souligné que l'affirmation de la ministre comme quoi les infirmier.e.s des TNO sont celles et ceux qui ont le plus haut salaire au pays ne tient pas compte du coût de la vie.

La députée Morgan a déclaré que l'initiative du gouvernement, appuyée par le syndicat des travailleurs du Nord, n'interfère pas avec son projet de loi.

Le 29 août, c'était au tour de la présidente du syndicat des travailleurs du Nord, Gayla Thunstrom, de se présenter devant le Comité permanent sur les opérations gouvernementales. Elle sera suivie, les 10 et 12 septembre, par Josée-Anne Spirito et Sara-Jayne Dempster, respectivement vice-présidente exécutive régionale de l'Alliance de la fonction publique du Canada – Nord et présidente de la fédération des travailleurs des territoires du Nord.

## ÉQUILIBREZ votre vie. VIVEZ pleinement.



## Venez travailler avec nous!

Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (GTNO) offre des programmes et des services à plus de 44 000 résidents répartis dans 33 collectivités à travers les Territoires du Nord-Ouest. Pour remplir cette mission, nous avons besoin d'une équipe talentueuse et diversifiée d'employés dévoués et représentatifs du public que nous servons.

Faire carrière au GTNO, c'est saisir l'occasion d'avoir un métier qui a du sens, tout en bénéficiant d'un généreux salaire et d'avantages sociaux intéressants (retraite, congés payés, assurance-maladie).

Consultez le site [www.travaillezaugtno.ca](http://www.travaillezaugtno.ca) dès aujourd'hui. Découvrez les dernières offres d'emploi et rejoignez notre groupe de talents afin de recevoir des avis automatiques pour les postes qui vous intéressent.



[www.travaillezaugtno.ca](http://www.travaillezaugtno.ca)

Gouvernement des  
Territoires du Nord-Ouest



Chris Parsons, Gayla Thunstrom et Adrienne Cartwright du syndicat des travailleurs du Nord. Pour celui-ci, le projet de loi empêcherait les infirmier.e.s dans des processus légaux et ne réglerait pas leurs problèmes. (Capture d'écran YouTube)

# Alternatives North prévient le fédéral contre Talston

L'organisme ténéis Alternatives North a écrit au premier ministre du Canada, Mark Carney, pour lui demander de ne pas considérer l'agrandissement de la centrale Talston comme un projet d'intérêt national.

**Denis Lord**  
IJL – Réseau.Presse – L'Aquilon

L'organisme, dont la vocation est la justice sociale et environnementale, conteste les bénéfices pour les communautés, la diminution de gaz à effet de serre et les coûts de l'agrandissement de la centrale du sud-est des TNO. Cette dernière doit voir sa puissance augmenter à 22 mégawatts, puis, éventuellement, à 78 mégawatts.

La réalisation des **projets d'intérêt national** sera accélérée grâce à la simplification des processus d'examen et d'approbation fédéraux.

Alternatives North a reçu un accusé-réception du bureau de M. Carney daté du 17 juillet. Il y est affirmé que la lettre a été partagée avec les ministères Affaires du Nord et de l'Arctique, Rebecca Chartrand, et le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Tim Hogson.

## Manque de débat

« Une grosse partie du problème est que nous n'avons pas de discussion publique sur l'expansion de Talston versus les alternatives, considère Robert Bromley, un des directeurs d'Alternatives North et ancien député de Weledeh. [...] Nous sommes un groupe de bénévoles axés sur le bien commun. Nous voulons faire valoir les perspectives de nos membres et faire connaître les études que nous avons faites sur le potentiel des énergies renouvelables, disponibles sur notre [site Internet](#). »

Selon le GTNO, l'agrandissement de la centrale hydroélectrique permettrait de « stabiliser les tarifs d'électricité pour 11 communautés et plus de 70 % de la population ».

« C'est pour le North Slave, rétorque M. Bromley. Nous préférons qu'il prenne une partie du coût de cette infrastructure et

la dépense dans tous les Territoires du Nord-Ouest dans de l'énergie renouvelable intégrée, des sources qui répondent à nos besoins énergétiques comme le chauffage, qui nous permettent de faire la transition à des véhicules électriques. »

Pour l'organisme, des projets énergétiques à échelle régionale seraient préférables à l'agrandissement de Talston et moins onéreux. Le coût des travaux est sommairement évalué à une somme se situant entre 2 G\$ et 3 G\$. « Et ensuite, relève Robert Bromley, il faut ériger des lignes de transmission pour des endroits très reculés, dans des conditions très difficiles, faire la maintenance. » La somme pourrait être multipliée, anticipe Alternatives North.

## Le diésel renouvelable

Pour Alternatives North, la grande alternative énergétique aujourd'hui, c'est le **diésel renouvelable** qui est très effectif en termes de réduction de gaz à effet de serre et n'est pas beaucoup plus dispendieux que le diésel standard.

« Une usine de diésel renouvelable est actuellement en construction à Edmonton, signale Robert Bromley. Alternatives North recommande que les TNO s'établissent comme un marché pendant qu'il est temps, pour réduire les gaz à effet de serre. »

En novembre 2024, le gouvernement du Canada a versé 25 M\$ au GTNO pour l'agrandissement du réseau hydroélectrique Talston, une somme provenant du Fonds pour l'infrastructure des minéraux critiques. Talston doit alimenter de possibles projets miniers dans la province géologique de l'Esclave.

Cependant, les projets autogérés d'énergie renouvelable sont de plus en plus à l'honneur dans le domaine minier selon M. Bromley, qui cite la mine Diavik et plusieurs projets au Nunavut.

*Robert Bromley, un des directeurs d'Alternatives North.  
(Courtoisie)*



La famille de Suzette Montreuil, soutenue par une vague de générosité pour adapter leur maison. (Courtoisie)

## Une rampe pour ramener Suzette à la maison

À Yellowknife, la famille de Suzette Montreuil traverse une épreuve difficile. Grâce à une vaste mobilisation, la communauté l'aide à adapter sa maison pour qu'elle puisse rentrer vivre chez elle.

**Cristiano Pereira**  
IJL – Réseau.Presse – L'Aquilon

À Yellowknife, ville dans laquelle les défis liés aux soins de santé et à l'accessibilité se font particulièrement sentir, une famille trouve aujourd'hui de la force grâce à la générosité de ses proches, de ses voisins et même d'inconnus venus de partout.

Depuis près de vingt ans, Suzette Montreuil, 63 ans, vit avec le cancer. Elle a subi des chirurgies, des traitements de chimiothérapie et de radiothérapie, tout en conservant une joie de vivre et une détermination qui inspirent son entourage. Mais après une quatrième opération au cerveau, le 28 avril dernier à Edmonton, sa vie a basculé. Suzette est hospitalisée depuis, paralysée du côté droit et avec une aphasie qui l'empêche de parler. Elle se déplace désormais en fauteuil roulant et sa famille doit composer avec cette nouvelle réalité.

Pour Suzette elle-même, son mari Kevin O'Reilly, et leurs enfants Amber et René, le meilleur endroit pour sa réadaptation reste la maison. Or, leur résidence à paliers multiples devait être adaptée : une rampe extérieure, des aménagements intérieurs, et de l'équipement spécialisé. Si une partie des coûts est couverte par Housing NWT et le système de santé, une large portion demeure à la charge de la famille.

Les proches ont commencé à offrir de l'aide de façon spontanée. Un voisin a même donné 500 \$ directement pour la construction de la rampe. C'est dans ce contexte que Kevin a lancé [une campagne GoFundMe](#). Le résultat a dépassé toutes les attentes : en moins de 24 heures, plus de 10 000 \$ avaient été récoltés et les travaux de la rampe étaient déjà en cours.

Amber confie à Médiasténois qu'elle avait d'abord des doutes à l'idée de lancer un tel appel. « J'avais des appréhensions, car il y a tellement de besoins dans notre communauté et partout dans le monde », explique-t-elle. Mais des amis, des voisins, et même un cousin de son père vivant en Australie, demandaient comment aider. « Il fallait un moyen pour leur permettre d'aider », dit-elle.

### Un moteur, la solidarité

Peu à peu, la campagne a pris de l'élan. Amber dit que sa famille s'est sentie « choyée et émue » de voir arriver tant de gestes de solidarité, ici et ailleurs. « Les contributions entrent au rythme des planches qui sont posées une par une pour construire la rampe extérieure qui permettra à Suzette de revenir habiter à la maison avec nous », illustre-t-elle.

Elle espère que cette expérience inspirera d'autres familles à demander de l'aide. « C'est incroyable ce qui peut se créer autour d'un appel à la communauté », souligne-t-elle.

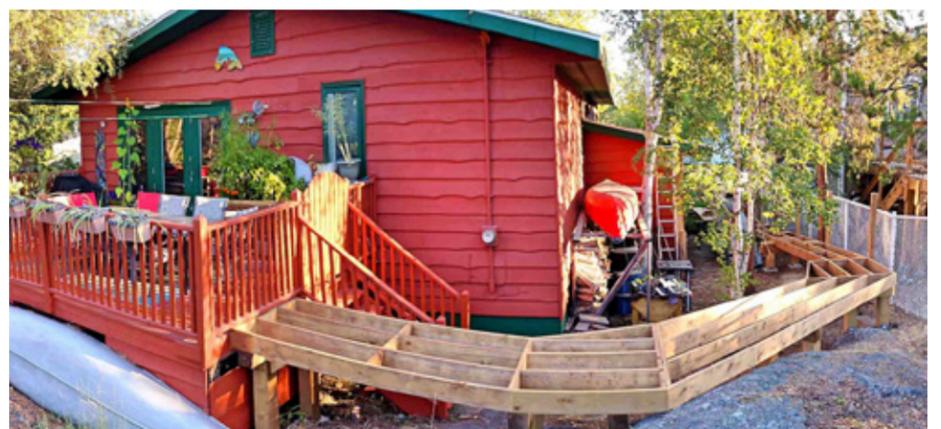
Au 1<sup>er</sup> septembre, la campagne avait franchi son objectif avec 26 820 \$ amassés, grâce à 150 dons. La famille s'est engagée à faire preuve de transparence quant à l'utilisation des fonds et à verser tout surplus au Conseil des personnes handicapées des TNO ou à la Fondation de l'hôpital territorial de Stanton.

### Un engagement reconnu

Pour beaucoup, ces dons reflètent aussi les années d'engagement bénévole de Suzette et Kevin au service de causes sociales et environnementales. Suzette Montreuil est d'ailleurs reconnue pour ses nombreux accomplissements : elle a

reçu l'Ordre des TNO (2022), travaillé comme ergothérapeute au Stanton Hospital (1986-2018), été membre honoraire de l'Association canadienne d'éducation de langue française (2017) et lauréate du prix Jeanne-Dubé de la FFT (2016). Elle a également siégé au CSFTNO (2001-2015), reçu le prix *Wise Woman Award* (2002) et fut membre fondatrice d'Alternatives North (1995).

Pour Amber O'Reilly, cette mobilisation va au-delà du financement : « Nous avons pris conscience que l'accessibilité des espaces de vie et des lieux publics est un enjeu sociétal urgent. Que cette rampe et que les rénovations de notre maison symbolisent ce qui est possible avec un peu d'imagination et de volonté. »



La rampe en construction, symbole d'espoir et de solidarité pour Suzette. (Courtoisie)

# La chasse au trophée de grizzli contestée au Yukon

ÉCOUTEZ ZONE ARCTIQUE

L'organisation du Yukon de protection des grizzlis s'est récemment exprimé dans le média *Yukon News*. Dans une lettre à l'éditeur, l'organisation indique que la chasse au trophée de grizzlis est obsolète et non éthique.

Nelly Guidici

Le 11 avril 2025, l'organisation de protection des grizzlis (Grizzly Bear Protection Yukon) a fait valoir son point de vue dans le journal local *Yukon News*. Selon cet organisme, la chasse au trophée de grizzli est une activité non éthique et dépassée.

Les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon sont les seuls endroits au Canada dans lesquels ce type de chasse est autorisée. Chassé à l'automne, lorsque l'animal cherche à s'engraisser avant l'hibernation, il est aussi chassé au printemps, entre le 15 avril et le 21 juin au Yukon.

À la sortie de l'hibernation, les grizzlis sont maigres et en mauvaise condition physique, affirme Annette Belke, présidente de l'organisme, dans la lettre. « Bien que la culture dominante soutienne que la chasse au printemps sert d'outil de gestion pour contrôler les populations d'ours, elle est considérée par beaucoup comme contraire à l'éthique et critiquée pour son potentiel à rendre orphelins les ours qui ne peuvent survivre seuls. »



Uli Nowlan et Peggy Land siègent au conseil d'administration de l'organisme Grizzly Bear Protection Yukon.

## UNE POPULATION EN DIMINUTION ?

M<sup>me</sup> Belke avance plusieurs raisons, notamment éthiques, à cette prise de position. Elle avance que la chasse au trophée est moralement répréhensible par l'opinion publique car « les animaux doivent être traités avec respect et ne doivent pas être chassés pour le simple plaisir ou pour exposer des trophées. »

Par ailleurs, la population de grizzlis aurait « considérablement diminué au fil des ans en raison de la perte de leur habitat, du braconnage et d'autres facteurs. »

La chasse au trophée peut mettre davantage en danger leur population et perturber leur fragile équilibre écologique, avance-t-elle.

En mai 2012, l'ours grizzli de l'ouest du Canada a été placé parmi la liste d'espèces préoccupantes par le Comité sur la situation des espèces en péril au Canada (COSEPAC). Ils s'y trouvent toujours 13 ans plus tard.

## LA RÉPONSE DES POURVOYEURS

Heather Deuling est copropriétaire de la compagnie de pourvoyeurs Blackstone Outfitters au Yukon. Elle a répondu dans [une lettre à l'éditeur publiée le 6 juin 2025](#) par *Yukon News*. Pas d'inquiétudes à avoir pour les ours noirs et les grizzlis, selon elle. « Des études ré-

centes montrent que les populations de grizzlis dans le nord du Yukon sont stables et prospères. Bien qu'ils soient classés au niveau national comme une espèce préoccupante, les grizzlis du Yukon ne sont pas menacés », avance-t-elle.

Ce débat ne doit pas être animé par l'émotion, mais par la science, pense M<sup>me</sup> Deuling. De plus, il est important de rappeler que le grizzli est un prédateur des populations d'ongulés, en particulier pendant la saison de mise bas au printemps.

Pour Uli Nowlan, membre du conseil d'administration de Grizzly Bear Protection Yukon, le point de vue de M<sup>me</sup> Deuling n'est pas ancré dans la science ni sur des données récentes. « Il n'y a absolument aucune base scientifique pour cela. Ils nous ont accusés d'être dans l'émotion, mais ils ne sont pas différents, car ils protègent leur pratique », a-t-elle expliqué lors d'une entrevue.

## PAS DE DONNÉES MISES À JOUR

Le gouvernement du Yukon (YG) estime que le nombre de grizzlis se situe entre 6 000 et 7 000 individus. Le 21 octobre 2019, YG dévoilait son plan de conservation du grizzli qui vise à orienter les décisions relatives à cette espèce afin d'assurer leur santé dans leur habitat et la viabilité de leur population. Cependant, Pauline Frost, ministre de l'Environnement

à l'époque, considérait la chasse au grizzli comme une opportunité économique pour le territoire. « Les grizzlis jouent un rôle important dans l'écosystème du Yukon, en plus de constituer une attraction touristique et d'offrir des possibilités de chasse durable. »

En revanche, John Burdek, président de la Commission de gestion de la faune aquatique et terrestre à l'époque, qui a participé à l'élaboration de ce plan, évoque plutôt l'idée de conservation de l'espèce. « Nous espérons que le Plan favorisera la création de partenariats et la prise de décisions qui assureront la conservation du grizzli et la protection de son habitat pour les générations futures », avait-il déclaré lors de la publication du document.

Pour l'organisme Grizzly Bear Protection Yukon, des données non actualisées sur le nombre d'individus ne peuvent pas permettre au gouvernement du Yukon de savoir si l'espèce est en bonne santé. YG reconnaît clairement dans son plan que les estimations actuelles de la population de grizzli et les taux de mortalité durables sont « peut-être dépassés », car calculés dans les années 1980.

En août 2022, YG a publié une mise à jour sur le plan de surveillance du grizzli et des causes de mortalité. Au Yukon, le grizzli a un statut général de conservation « sensible ». Ce territoire n'ayant pas de législation sur les espèces en péril, les grizzlis ne sont donc pas désignés comme une espèce territoriale en péril.

De plus, YG reconnaît ouvertement qu'il n'y a pas de données actualisées sur le nombre d'individus. « Les informations spécifiques sur leur population sont limitées, car ils sont difficiles et coûteux à étudier et à surveiller. La définition d'une population d'ours au Yukon n'est pas claire non plus ; par conséquent, les unités de gestion actuelles ne sont pas fondées sur des critères biologiques », peut-on lire dans le document.

## « IRRESPONSABLE ET TROMPEUR »

YG reconnaît également que la chasse au trophée est un potentiel sujet de contentieux où le manque d'information peut nourrir des opinions pas toujours fondées.

« Il existe des lacunes dans la compréhension ; beaucoup pensent que la chasse au trophée et la chasse par des non-résidents sont identiques ou que la chasse par des non-résidents est mal gérée. Les sciences sociales et d'autres approches peuvent être utiles pour définir la portée du problème et l'orientation future au Yukon », peut-on lire dans le Plan.

Selon M<sup>me</sup> Nowlan, l'absence de données est préjudiciable et reflète une inconscience généralisée. L'estimation du nombre d'individus avancée par le gouvernement du Yukon date de plusieurs décennies et ne peut pas refléter la situation actuelle. « Nous sommes maintenant en 2025, le même chiffre est utilisé depuis les années 1980, et nous trouvons cela totalement irresponsable et trompeur, car personne ne connaît réellement la population de grizzlis », dénonce-t-elle.

## LE POINT DE VUE DES POURVOYEURS

Le code de déontologie des pourvoyeurs du Yukon regroupe plusieurs lignes directrices que les compagnies de pourvoyeurs, membres de l'association des pourvoyeurs du Yukon (Yukon outfitters association), doivent suivre. Regroupant onze points, ce code succinct rappelle que toutes les personnes employées doivent respecter la loi sur la Faune du Yukon.

Une pratique de la conservation saine de la faune doit être encouragée en tout temps d'après ce document. Pour YOA, le code de déontologie regroupe des « normes élevées d'éthique, tant au niveau individuel qu'au niveau de l'industrie qui doivent être maintenues. »

## TROUVER UN CONSENSUS ?

Dans un contexte de changement climatique rapide dans le Nord, combiné à une pression humaine plus forte ces dernières années, M<sup>me</sup> Nowlan réclame un comptage du nombre d'individus dans le territoire. Selon elle, il est primordial de savoir de façon claire si la population de cette espèce a diminué ou pas. Trouver un consensus est aussi une des solutions de l'organisme, mais leur souhait ultime reste cependant de voir la chasse de trophée de grizzli pratiquée au printemps interdite.

Cet article est le premier d'une série de trois à paraître prochainement.

Le gouvernement du Yukon reconnaît que les données sur les grizzlis sont limitées, car ils sont difficiles à étudier et coûteux à surveiller.

# Polar Max, un nouveau brise-glace pour l'Arctique canadien

Courtoisie Vancouver Shipyards



*D'une longueur de 158 mètres, ce brise-glace lourd pourra opérer plus de huit mois en mer sans réapprovisionnement.*

**La construction du nouveau brise-glace canadien Polar Max a commencé le 20 août dernier à Helsinki en Finlande. C'est dans le cadre d'un partenariat trilatéral signé avec les États-Unis et la Finlande que la coque sera livrée au Québec pour la finalisation de la construction du navire.**

## Nelly Guidici

Le 20 août, une cérémonie de découpe de l'acier sur le chantier naval Shipyard à Helsinki en Finlande a marqué le début de la construction du nouveau brise-glace canadien, le Polar Max. Fruit d'une collaboration internationale, le navire qui devrait être opérationnel en 2030 marque les liens qui unissent le Canada à la Finlande en matière de surveillance et de patrouille en région Arctique.

Davie, le chantier naval international situé au Québec, s'est vu attribuer le contrat le 8 mars 2025 pour une valeur de 3,25 milliards \$. Le chantier naval d'Helsinki ayant été acquis en 2023, la construction de la coque du futur brise-glace a donc débuté dans la capitale finlandaise. Ce chantier est reconnu pour son expertise et plus de 50 % des brise-glaces construits dans le monde y sont issus. « Le Polar Max illustre comment des alliés de confiance peuvent collaborer pour réaliser des projets stratégiquement essentiels au moment où ils sont le plus nécessaires », a déclaré James Davies, président de Davie depuis 2012 et chef de la direction depuis 2019.

Pour Kim Salmi, PDG du chantier naval d'Helsinki, la construction du Polar Max fait valoir l'expansion de la production à Helsinki. « Ce projet illustre parfaitement l'expertise de pointe de la Finlande en matière de construction navale arctique, très demandée à l'échelle internationale », a-t-il affirmé.

## À QUOI RESSEMBLERA LE POLAR MAX ?

D'une longueur de 158 mètres, ce brise-glace lourd aura la capacité d'opérer plus de huit mois en mer sans réapprovisionnement. Avec un pont d'envol, un hangar

et des installations de ravitaillement, il pourra accueillir jusqu'à deux hélicoptères adaptés à l'Arctique.

Pour Craig Macartney, chargé des relations avec les médias à Pêche et Océans Canada, les compétences améliorées du brise-glace permettront à la Garde côtière canadienne de fournir, toute l'année, des services essentiels dans le Nord. Comme le déglacement, les interventions en recherche et sauvetage et en cas d'urgence environnementale. Le Polar Max sera aussi équipé pour soutenir la recherche scientifique dans l'Arctique.

« Nous construisons notre flotte de demain grâce à la Stratégie nationale de construction navale. Cela comprend l'acquisition de deux brise-glaces polaires, six brise-glaces de programme, deux navires de patrouille extracôtiers et arctiques, et jusqu'à seize navires polyvalents de déglacement. Ces brise-glaces pourront effectuer une variété d'opérations et favoriser une collaboration renforcée avec nos partenaires pour mieux protéger les navigateurs, sécuriser les frontières maritimes du Canada et renforcer la souveraineté et la sécurité dans l'Arctique », soutient Craig Macartney.

## UN DEUXIÈME BRISE-GLACE

Le Polar-VSY sera le deuxième brise-glace à s'ajouter à la flotte canadienne, dont la date de construction n'a pas encore été dévoilée. En tandem avec le Polar Max, le Polar-VSY offrira une endurance et une puissance supérieures, ainsi que des capacités plus avancées que tout autre brise-glace actuellement dans la flotte de la GCC. « Le projet de brise-glace Polar-VSY tirera parti des techniques modernes de conception et de construction afin de livrer un navire répondant aux exigences opé-

rationnelles, tout en assurant les plus hauts standards de sécurité, en maximisant la fiabilité et la disponibilité de la plateforme,

et en offrant une solution rentable tant à l'acquisition qu'à long terme », conclut M. Macartney.

Gouvernement des  
Territoires du Nord-Ouest

## Subvention au chauffage résidentiel pour les personnes âgées

Les personnes âgées ayant un revenu faible ou modeste pourraient être admissibles à une subvention pouvant atteindre de 460 \$ à 750 \$ par mois de septembre 2025 à avril 2026, selon leur collectivité de résidence.

N'oubliez pas! Cette subvention n'aide à couvrir qu'une partie de vos frais de chauffage. Les personnes âgées devront payer le reste, si leurs coûts dépassent le montant accordé.

Pour en savoir plus :

Beaufort Delta : 867-678-8065

Dehcho : 867-695-7338

Slave Nord : 866 768-8145

Sahtu : 867-587-7159

Slave Sud – Fort Smith : 867-872-7425

Slave Sud – Hay River : 867-874-5050

[www.ece.gov.nt.ca/fr/SCRPA](http://www.ece.gov.nt.ca/fr/SCRPA)



L'Aiglon, 05 septembre 2025

# LES AS DE L'INFO



PHOTO ONU INFO



## SOS journalistes à Gaza

Depuis le début de la guerre entre Israël et le Hamas en octobre 2023, plus de 200 journalistes palestiniens ont été tués. Encore la semaine dernière, cinq journalistes ont perdu la vie quand l'armée israélienne a attaqué un hôpital à Gaza. Ceux qui restent travaillent dans des conditions très dangereuses. Ce drame, il a aussi des conséquences pour tout le monde. Voici pourquoi.

### L'ÉQUIPE DES AS

#### Journalistes en danger

22 mois se sont écoulés depuis que le conflit a éclaté. Du côté palestinien, cette guerre a fait plus de 63 000 morts. Et parmi eux, il y a environ 200 journalistes. Selon Reporters sans frontières, c'est la guerre la plus meurtrière pour les journalistes en plus de 100 ans.

Ceux qui continuent à travailler le font dans des conditions très difficiles. Ils ne font pas que décrire la guerre, ils la vivent. Tout comme le reste des habitants de Gaza, beaucoup doivent vivre sous une tente. Ils souffrent de la faim. Et ils ont fort probablement perdu des membres de leur famille.

#### Informé malgré tout

Malgré ces épreuves, ils continuent de faire un travail essentiel. Il faut savoir que, depuis le début de la guerre, Israël interdit aux journalistes étrangers d'entrer dans la

bande de Gaza, où se déroule le conflit. L'information que l'on reçoit provient donc des journalistes locaux, qui étaient sur place quand la guerre a éclaté. C'est pour ça qu'on dit que les journalistes sont « nos yeux et nos oreilles » là-bas.

L'an dernier, le prix mondial de la liberté de la presse a été remis à l'ensemble des journalistes palestiniens, pour leur courage.

#### Indignation

Voilà pourquoi la mort de journalistes dans l'attaque contre un hôpital crée autant d'indignation. Il y a bien sûr le drame humain des vies perdues. Puis le fait qu'attaquer un hôpital et tuer des personnes innocentes soient des crimes de guerre. Mais il y a aussi une inquiétude pour la suite : sans journalistes, sans ces yeux et ces oreilles, le reste du monde risque de devenir aveugle et sourd à ce qui se passe à Gaza.

Dernièrement, la pression augmente pour que les choses changent. Dans une déclaration, le Canada et 27 autres

pays ont exigé qu'Israël protège les journalistes palestiniens, et permette aux journalistes étrangers d'entrer dans la bande de Gaza.

Ce lundi, plus de 250 médias provenant de 70 pays se sont unis pour dénoncer la mort des journalistes à Gaza. Certains ont publié des textes d'opinion, d'autres ont affiché des messages directement sur la page d'accueil de leur site.

#### Informé, ça peut faire la différence?

Oui. Quand les journalistes montrent la réalité dévastatrice de la guerre, ça permet au monde entier de savoir ce qui se passe réellement. Ces reportages peuvent pousser d'autres pays à intervenir pour que les violences cessent, ou à envoyer de l'aide humanitaire, par exemple.

**Informé, c'est aussi donner une voix aux victimes, pour qu'elles ne soient pas oubliées.**



# AS

## LES AS DE L'INFO



PHOTO LA PRESSE CANADIENNE

PAGE INSTAGRAM DE HANDBALL CANADA

Un match de handball en Allemagne. Le handball est plus connu en Europe qu'en Amérique du Nord.

# Découvrez le handball avec une championne!

As-tu déjà entendu parler du handball? C'est un sport très populaire en Europe, mais peu connu au Canada. On a eu la chance de discuter avec une jeune joueuse de handball, Amélie Leclerc, qui vient de remporter un grand tournoi avec l'équipe canadienne féminine junior.

MAXIM OUELLET

## C'est quoi, le handball?

Ce sport collectif aurait vu le jour au Danemark, en Europe, dans les années 1800. En gros, deux équipes de sept joueurs s'affrontent pendant deux périodes de 30 minutes. L'objectif du jeu est simple : il faut se passer le ballon et le lancer dans le filet adverse. On utilise toujours les mains. L'équipe avec le plus de buts à la fin de la partie gagne.

Peu connu en Amérique du Nord, ce sport est très populaire en Europe. Il s'agit d'un jeu rapide et physique demandant de l'adresse et surtout une bonne stratégie d'équipe. Les meilleurs joueurs au monde peuvent gagner plusieurs millions de dollars chaque année en y jouant!

## Une expérience en or

Amélie Leclerc, qui fait partie de l'équipe canadienne, nous a parlé de son expérience au Trophée féminin junior de l'IHF, un tournoi de handball qui a eu lieu du 16 au 20 juillet à Drummondville. Il opposait des équipes émergentes de l'Amérique du Nord.

Les Canadiennes ont vraiment bien joué et ont gagné quatre matchs sur cinq! Elles ont donc terminé premières et se sont qualifiées pour le Championnat du monde junior féminin! C'est la première fois que le Canada gagne depuis 1999, il y a 27 ans!

« C'était absolument super, la chimie entre les filles était très forte », explique Amélie.

Pour elle, il s'agissait d'une expérience très spéciale puisque c'était la première fois qu'elle représentait son pays devant ses amis et sa famille. « Le meilleur moment selon



Amélie Leclerc s'apprête à lancer lors du tournoi à Drummondville.

moi, c'était notre victoire contre le Groenland, c'était incroyable de gagner devant mes proches », raconte la jeune joueuse.

Amélie a commencé le handball alors qu'elle était en quatrième année. Depuis, elle joue dans une ligue québécoise. Selon elle, essayer le handball, c'est s'amuser, garanti! « C'est tellement plaisant comme activité, j'adore ça parce qu'on est impliqué dans tous les aspects du jeu », témoigne Amélie.

# Une nouvelle saison au NACC

Le Centre culturel reprend du service à Yellowknife : de septembre à février, le public pourra notamment découvrir **Kiuryaq**, les **Comic Strippers**, ainsi que **Matt Andersen**. Le **ATTI! Mentorship Showcase** et **Altération** d'Aly Keita viendront enrichir la programmation, reflet de la diversité culturelle du territoire.

Élodie Roy

Le Centre culturel des arts nordiques (NACC) de Yellowknife ouvre sa saison 2025-2026 avec [une programmation riche et variée](#), qui reflète l'excellence des artistes du Nord et la vitalité de la scène nationale. Pour Kacie Hall, responsable des communications et de l'engagement communautaire, l'importance du NACC réside dans son mandat territorial : « Nous valorisons le fait de pouvoir rassembler des spectateurs aux quatre coins du territoire et de constater l'impact des arts dans les différentes communautés. »

## Ouverture des portes le 19 septembre

La saison s'ouvrira avec **Kiuryaq**, en tournée du 19 septembre au 2 octobre entre Yellowknife, Inuvik, Fort Simpson, Hay River et Fort Smith. Cette création immersive de la compagnie Akpik Theatre explore notre lien avec les aurores boréales à travers l'histoire d'une sœur et de son frère aux destins séparés. Dirigée par Renelta Arluk et Carmen Braden, l'œuvre combine théâtre, composition sonore et arts numériques, offrant une expérience circumpolaire inédite.

Le mois d'octobre sera marqué par deux rendez-vous très attendus. Les 10 et 11 octobre, **The Comic Strippers** reviendra à Yellowknife pour un spectacle d'improvisation comique déjanté réservé aux 19 ans et plus. Puis, les 17 et 18 octobre, le chanteur folk-soul **Matt Andersen** foulera la scène du NACC. Originaire du Nouveau-Brunswick, l'artiste sera accompagné par deux musiciens bien connus du Nord, Norman Glowach et Pat Braden, pour une collaboration spéciale. La première partie sera assurée par **Old Man Luedecke**, deux fois lauréat d'un prix JUNO, déjà apprécié du public nordique.

## Lumière sur la nouvelle scène autochtone

La diversité culturelle se poursuivra en décembre avec le **ATTI! Mentorship Showcase**, une vitrine mettant en



L'image de présentation du tout premier spectacle au NACC pour cette nouvelle saison **Kiuryaq**. (Courtoisie NACC)



Kacie Hall, la responsable des communications et de l'engagement communautaire au centre culturel des arts nordiques. (Courtoisie NACC)

valeur des artistes émergents autochtones formés par des mentors professionnels. En février, **Altération**, une création d'Aly Keita, explorera les transformations qui traversent nos vies et nos relations.

Pour Kacie Hall, cette saison illustre parfaitement la mission du NACC : « Nous sommes fiers que notre programmation combine artistes invités et artistes du Nord. La richesse de ces collaborations reflète la diversité culturelle de notre communauté. »

## Aucun spectacle franco-ténois?

Cette année marque également un tournant avec le [départ de Marie Coderre, directrice générale de longue date](#). Sous sa direction, le NACC avait intégré des spectacles en français, une dimension qui semble s'être estompée avec son départ. Le NACC continue de compter sur l'appui de ses bénévoles et de ses donateurs pour maintenir ses activités. Que ce soit en donnant du temps ou en contribuant financièrement, chaque geste aide à faire rayonner les arts au Nord.

# L'ESSOR DE LA MUSIQUE CLASSIQUE AU MODERNISME

Oscar Aguirre

Bien que des réflexions musicales commencent à se développer dans plusieurs communautés au cours de l'Antiquité – en Syrie, en Égypte, en Grèce ou en Italie –, ce sont véritablement les monastères bénédictins du début du Moyen Âge qui posent les bases des paradigmes scientifiques de la musique occidentale. Leur objectif initial est de soutenir les chœurs ecclésiastiques catholiques, dont les chants sont monodiques, c'est-à-dire construits autour d'une seule ligne mélodique. C'est dans ce contexte que la théorie musicale occidentale commence à définir des cadres conceptuels pour étudier les sons vocaux. Ceux-ci se développent au long des siècles, permettant l'élaboration et l'étude de la polyphonie. Un de ces plus grands représentants est le compositeur et théoricien Giovanni Palestrina, maître de chapelle à la basilique Saint-Pierre de Rome.

Deux grands paradigmes de la théorie musicale sont le système tonal et le système modal. Ces deux structures conceptuelles, bien que distinctes, interagissent et reposent sur un même noyau théorique : la notation musicale.

Ses symboles graphiques se structurent autour du symbole graphique de la durée (figurée par un petit ovale noir ou blanc) et de la hauteur (représentée par sa position sur ou entre les lignes de la portée musicale) de la note musicale.

Lorsqu'une succession de notes monte ou descend sur la portée, on parle d'échelle musicale. Autrement dit, une construction théorique composée de huit degrés. Chaque degré porte un nom : tonique, sus-tonique, médiane, sous-dominante, dominante, sus-dominante, sensible et octave.

Une gamme musicale est donc une suite organisée de notes inscrites dans une échelle donnée. Elle est définie par la tonique, c'est-à-dire la note de départ, qui constitue aussi l'élément central de la tonalité dans le système tonal.

La forme canonique de ce système est l'échelle diatonique, composée de sept degrés (échelle heptatonique) répartis en cinq tons et deux demi-tons. Ce modèle constitue le socle de la théorie musicale occidentale, sur lequel ont été bâties les gammes diatoniques.

Les œuvres présentées dans cette rubrique sont diffusées sur les ondes du CIVR 103,5 FM les mercredis à 21 h et jeudis à 19 h ainsi que sur [mediastenois.ca](http://mediastenois.ca).

37